

et

SOCIÉTÉS

Bulletin Mensuel d'Informations Démographiques, Économiques, Sociales

Les pratiques contraceptives en France (1978)

Depuis une douzaine d'années, un large débat sur la contraception s'est ouvert en France, comme dans beaucoup d'autres pays. Médecins, sociologues, hommes d'église, hommes de loi, journalistes, etc. sont intervenus dans ce débat où presque tout a été dit. Il manquait pourtant un élément appréciable : la connaissance de la situation réelle des pratiques contraceptives en France. Jusqu'à présent, en effet, on ne disposait que d'indications très partielles ou très approximatives, aucune enquête nationale d'importance n'ayant été effectuée sur ce sujet. Cette lacune vient d'être comblée par une enquête réalisée par l'INED en collaboration avec l'INSEE, de janvier à octobre 1978, auprès de 3 000 femmes âgées de 20 à 45 ans (1). Malgré la relative difficulté d'une enquête sur ce sujet et en dépit des craintes qu'on pouvait avoir quant à la fréquence des refus, le taux de réponse a été très satisfaisant, 90 % environ : ce résultat, à lui seul, montre que la contraception échappe maintenant aux tabous qui l'ont longtemps entourée. Ajoutons qu'un échantillon plus restreint des conjoints des femmes mariées a été également interrogé, mais les résultats de cette seconde enquête ne sont pas encore disponibles.

Résultats globaux

Les moyens contraceptifs dits *modernes* (pilule et stérilet) sont aujourd'hui largement répandus. 28 % des femmes âgées de 20 à 44 ans utilisaient la pilule au moment où elles ont été interrogées (soit

2 456 000 femmes pour l'ensemble de la France) et 9 % le stérilet (soit 774 000 femmes). Si la diffusion de la pilule était en partie connue par les statistiques de ventes en pharmacie, celle du stérilet constitue une surprise. Ces deux proportions sont supérieures à celles enregistrées chez les femmes mariées de même âge aux États-Unis (22 % pour la pilule et 6 % pour le stérilet en 1976) ou en Grande-Bretagne (26 % pour la pilule et 6 % pour le stérilet en 1975) (2).

Au total, 67 % des femmes de 20-44 ans utilisent en France une méthode contraceptive, dont 36 % une méthode moderne (tableau 1). Mais il faut encore ajouter 7,5 % de femmes ayant subi une opération chirurgicale stérilisante, dont 4 % correspondent à des cas où l'opération a été pratiquée, au moins en partie, dans un but contraceptif. A noter que la proportion d'opérations atteint 17 % de l'ensemble des femmes de 35 à 44 ans (dont une moitié d'opérations à but contraceptif).

Si l'on met à part les femmes enceintes au moment de l'enquête et les célibataires sans partenaire, on peut estimer à 10 % la proportion, parmi les femmes de 20 à 44 ans, de celles qui sont « exposées au risque » de conception et déclarent n'utiliser aucune méthode contraceptive. Mais 7 % ont déclaré vouloir un enfant, si bien que seulement 3 % du total des femmes de 20 à 44 ans ont déclaré n'utiliser aucune méthode contraceptive, bien qu'elles risquent de concevoir et ne le souhaitent pas.

(1) Ce travail a été réalisé par une équipe de chercheurs de l'INED, composée de Y. Charbit, Ph. Collomb, H. Leridon et J.-P. Sardon. Des résultats plus détaillés seront publiés par la revue *Population*, dans le courant de 1979.

(2) K. Ford : « Contraceptive use in the United States » (*Family Planning Perspectives*, sept.-oct. 1978)
M. Bone : *The Family Planning Services : Changes and Effects* (O.P.C.S., Londres, 1978).

Tableau 1 — Répartition des femmes de 20-44 ans selon la méthode contraceptive utilisée au moment de l'enquête

	Ensemble 20-44 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans
Utilisent une méthode :						
- pilule	27,6	38	34	31	20	10
- stérilet (D.I.U.)	8,7	2	11	13	11	6
- retrait	17,6	11	14	17	22	27
- préservatif	5,0	3	5	5	6	6
- abstinence périodique (Ogino, températures)	5,7	4	4	5	7	10
- autres	2,2	-	2	2	3	4
Total	66,8	58	70	73	69	63
N'utilisent pas de méthode :						
- ont subi une opération :						
• à but contraceptif	4,1	-	1	5	10	7
• pour raison médicale	3,4	-	-	2	6	10
- sont enceintes	5,7	11	7	5	2	1
- célibataires sans partenaire	10,1	19	10	5	5	11
- sont « exposées au risque » :						
• et veulent un enfant	6,8	11	10	8	4	1
• et ne veulent plus d'enfant	3,1	1	2	2	4	7
Total	33,2	42	30	27	31	37
Ensemble	100	100	100	100	100	100
Ont déjà utilisé la pilule (%)	54	63	66	62	43	28
Nombre total de femmes dans la population (en milliers)	8 900	2 073	2 128	1 756	1 400	1 543

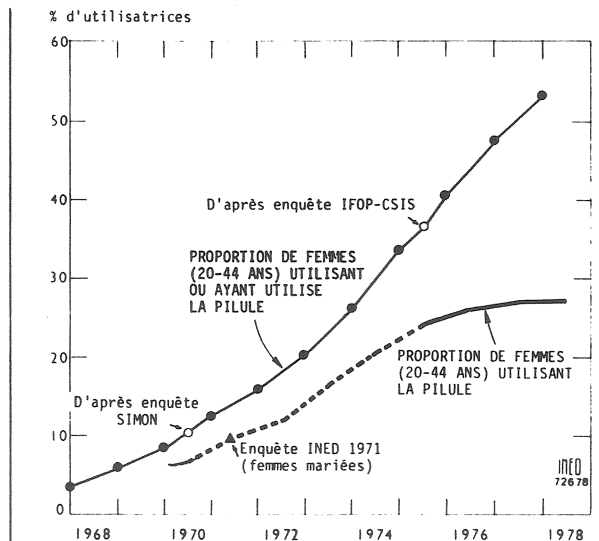
Les résultats de l'enquête conduisent à des estimations du nombre total d'utilisatrices de la pilule de 1975 à 1977, qu'il est possible, au prix de certaines approximations (3), de confronter avec celles obtenues en divisant par 13 le nombre de plaquettes vendues au cours des mêmes années.

L'accord est excellent pour 1977. Pour 1975 et 1976, notre estimation dépasse légèrement celle résultant des ventes, ce qui peut provenir soit de l'omission de périodes d'arrêts temporaires dans les déclarations rétrospectives, soit d'une pratique moins fréquente dans le groupe 15-19 ans.

En nous fondant à la fois sur les résultats de l'enquête et sur les statistiques de vente, nous obtenons une série pour la période 1970-1975 (graphique 1) : 6 à 7 %

(3) L'enquête ne porte pas sur les femmes de moins de 20 ans ni sur celles de 45 ans et plus. On a estimé, à partir de sources partielles, à 10 % des premières et à 5 % des secondes la proportion d'utilisatrices.

On a d'autre part admis que 1 % des femmes de 20-44 ans utilisaient la pilule à titre médical.



Graphique 1. Evolution de la proportion des femmes de 20 à 44 ans utilisant la pilule (courbe inférieure) et utilisant ou ayant antérieurement utilisé la pilule (courbe supérieure).

des femmes (20-44 ans) utilisaient la pilule en 1970, presque deux fois plus (12 à 13 %) deux ans plus tard, et encore deux fois plus (24 à 25 %) trois ans plus tard. *Mais depuis le milieu de 1977 la progression s'est arrêtée*, et l'on paraît avoir atteint un palier. Sur le même graphique 1, nous avons reporté des estimations dérivées d'autres enquêtes, qui sont en bon accord avec les nôtres.

Analyses différentielles

L'usage de la pilule est maximal dans le groupe 20-24 ans (38 %) puis dans le groupe 25-29 ans (34 %). Deux femmes sur trois, dans ce dernier groupe, ont déjà utilisé la pilule à un moment ou à un autre. La pratique du stérilet passe par un maximum à 30-34 ans (13 %). Quant aux méthodes traditionnelles, elles conservent une place importante, spécialement dans les générations les plus anciennes et, parmi ces méthodes, c'est toujours le retrait qui domine : 18 % de l'ensemble des couples (donc au second rang des méthodes, après la pilule), et jusqu'à 27 % quand la femme est âgée de 40 à 44 ans. L'abstinence périodique (méthode des températures ou Ogino) arrive ensuite avec 6 % des couples, et le préservatif avec 5 % (4) (tableau 1).

Les résultats selon le nombre d'enfants déjà nés (non reproduits ici) montrent que la *contraception tend à être effective dès le début de la période reproductive*, et non pas seulement après que la dimension souhaitée pour la famille a été atteinte ou dépassée. 42 % des femmes sans enfant (âgées de plus de 20 ans) utilisent une méthode contraceptive, dont 29 % la pilule. Le maximum absolu est atteint avec deux enfants : 80 % de contraceptrices, 29 % d'utilisatrices de pilule, et 14 % d'utilisatrices de stérilet.

Si l'on tient compte de la situation matrimoniale, on constate que 37 % des femmes mariées et n'ayant pas encore d'enfant utilisent une méthode contraceptive, dont une moitié de méthodes modernes. Chez les femmes non mariées, la proportion d'utilisatrices dépasse un peu 45 %, et il s'agit dans la grande majorité des cas de méthodes modernes.

Tableau 2 — Utilisation des méthodes modernes de contraception selon diverses caractéristiques socio-économiques (femmes de 20 à 44 ans)

	% utilisant pilule ou stérilet
Ensemble	36
Situation matrimoniale :	
- Mariée, mari présent	36
- Non mariée, cohabitante	61
- Non mariée, avec partenaire non cohabitante	61
- Non mariée, sans partenaire	15
Lieu de résidence :	
- Commune rurale (canton entièrement rural)	27
- Commune rurale (canton partiellement urbain)	34
- Unité urbaine de 5 000 à 20 000 habitants	31
- Unité urbaine de 20 000 à 100 000 habitants	38
- Unité urbaine de plus de 100 000 hab. (sauf agg. par.)	39
- Agglomération parisienne	47
Nationalité :	
- Française	37
- Autre	34
Niveau d'instruction :	
- Primaire	29
- C.E.P.	31
- C.A.P.	39
- B.E.P.C.	40
- Baccalauréat	44
- Supérieure	44
Activité professionnelle de la femme :	
- Active	37
- Non active actuellement	36
- N'a jamais travaillé	34
Catégorie socio-professionnelle du conjoint (1) :	
- Agriculteur (exploitant ou salarié)	23
- Manœuvre, ouvrier non qualifié	31
- Ouvrier qualifié	37
- Employé	33
- Artisan, commerçant	38
- Cadre moyen, contremaître	38
- Cadre supérieur, prof. libérale	43
Importance de la religion (2)	
- Très importante	27
- Assez importante	34
- Sans importance	43

(4) Ces statistiques portent sur la méthode principale utilisée au moment de l'enquête. Quand plusieurs méthodes étaient utilisées, on donnait la priorité à celle utilisée au milieu du cycle ; si ce critère était insuffisant, l'ordre de priorité (décroissant) était le suivant : pilule et stérilet, méthodes locales féminines (diaphragme, ovules, etc.), préservatif, retrait, abstinence périodique.

(1) Ou de la femme, si celle-ci n'a pas de conjoint.

(2) Nous avons utilisé les réponses à la question suivante : « Quelle importance attachez-vous à la religion dans votre vie quotidienne ? Diriez-vous qu'elle est : très importante, assez importante ou sans importance ? »

Il est vrai que cette dernière catégorie recouvre deux situations très différentes : les femmes qui cohabitent ou qui ont un partenaire régulier (environ 70 % utilisent pilule ou stérilet) et les autres (moins de 15 % d'utilisatrices).

Ainsi, à la différence des méthodes contraceptives traditionnelles, qui fournissaient surtout les moyens d'une *contraception d'arrêt* (faible efficacité jusqu'à ce que la famille ait atteint la taille souhaitée, efficacité maximale ensuite parce que la motivation devenait forte), les méthodes modernes sont utilisées avec la même efficacité globale tout au long de la période reproductive, permettant la maîtrise non seulement de la dimension familiale mais encore du *calendrier de la fécondité*. La diffusion des méthodes modernes a donc, au-delà d'un simple effet de substitution dans les moyens utilisés, des conséquences importantes sur l'échelonnement des naissances.

L'enquête permet d'analyser les fréquences d'utilisation des différentes mé-

thodes contraceptives modernes selon diverses caractéristiques socio-économiques (tableau 2) : lieu de résidence, nationalité, niveau d'instruction, activité de la femme, catégorie socio-professionnelle, et religion. Pour une moyenne d'ensemble égale à 36 % de femmes utilisant la pilule ou le stérilet, il est frappant de constater que *la proportion ne descend jamais en dessous de 20 %* (le minimum est de 23 % dans les ménages agricoles, le maximum de 47 % dans l'agglomération parisienne). Dans une échelle prenant pour base 100 la moyenne d'ensemble, l'indice est compris entre 63 et 130, ce qui représente une variation somme toute assez faible pour des méthodes dont la diffusion est très récente.

Ces résultats devront être complétés et éclairés par la prise en compte des nombreuses autres informations recueillies : attitude à l'égard de la famille, problèmes de stérilité et de sous-fertilité, opinions sur les méthodes contraceptives, etc.

Henri LERIDON

BIBLIOGRAPHIE

Les politiques de population*

Le champ des politiques de population est vaste autant qu'imprécis : aux mesures qui visent explicitement à agir sur l'effectif d'une population, en encourageant ou en freinant la fécondité et l'immigration, on est conduit à ajouter celles qui ont un effet indirect : législation du mariage ou du divorce, voire de l'héritage, encouragement au planning familial, contrôle ou libéralisation des comportements sexuels, prise en charge collective et financement de certaines dépenses liées à l'éducation des enfants et à l'entretien des personnes âgées, politique de l'enseignement, de la santé, du logement...

* *Les politiques de population* par Jacques Verrière, PUF, collection « Le géographe », 1978, 208 p.

De plus, les situations dans lesquelles se sont trouvés et se trouvent les différents pays sont infiniment variées, selon les phases de leur développement, les rivalités nationales, la religion ou l'idéologie dominante, selon que c'est le nombre ou le vide qui fait le plus peur. Le grand mérite de Jacques Verrière est de proposer une synthèse claire et dénuée de passion. Partant de la confrontation à laquelle avait donné lieu la Conférence de Bucarest d'août 1974, il expose les attitudes, diverses et successives, des pays industrialisés et du Tiers Monde face à la révolution des techniques contraceptives, à la politique familiale, à l'inéluctable vieillissement, et aussi face à l'immigration et à la répartition géographique de la population. Montrant que les politiques restrictives des uns et protectionnistes des autres convergent vers l'idéal d'une population à peu près stationnaire, au vieillissement accru mais stabilisé, il fixe ainsi un objectif raisonnable aux hommes du XXI^{ème} siècle, dont la plupart de ses lecteurs feront

partie. Mais il ne cache pas les grandes difficultés qui se présenteront en chemin, quand à l'inévitable « remise en question générale de la répartition du revenu national » dans les pays industriels et quant à « la priorité absolue qui doit être donnée à l'agriculture vivrière » dans les pays sous-développés.

La question des relations politiques, commerciales et migratoires entre les pays, toujours sous-jacente, est peu développée mais certes très difficile.

Ouvrage de référence remarquablement informé, portant à de fort constructives réflexions d'avenir.

M.L.L.

Pour des motifs d'ordre administratif, nous ne pouvons accepter, en règlement de l'abonnement à *Population et Sociétés*, que des chèques postaux ou des chèques bancaires libellés à l'ordre de : « M. le Régisseur des recettes de l'I.N.E.D. ».